

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES











ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**MAINTENANCES PREVENTIVE ET CORRECTIVE,
FOURNITURE DE PIÈCES DÉTACHÉES ET
D'ACCESSOIRES D'EQUIPEMENTS D'ODONTOLOGIE AU
PROFIT DU GHT ALLIANCE GIRONDE**

N° du CCP 25EEMSGA287

Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux
12 Rue Dubernat
33404 Talence CEDEX

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	MAINTENANCES PREVENTIVE ET CORRECTIVE, FOURNITURE DE PIECES DETACHEES ET D'ACCESSOIRES D'EQUIPEMENTS D'ODONTOLOGIE AU PROFIT DU GHT ALLIANCE GIRONDE
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande
	Tranches optionnelles	Sans
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Période initiale 12 mois
	Reconduction	3 x 12 mois
	Prix	Prix unitaires et forfaitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Type d'accord-cadre	6
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	6
2 - Pièces contractuelles	6
3 - Respect de la réglementation européenne en vigueur.....	7
4 - Durée et délais d'exécution	7
4.1 - Durée du contrat	7
4.2 - Reconduction	7
4.3 - Délais d'exécution	7
5 - Prix	7
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	7
5.2 - Modalités de variation des prix.....	9
6 - Garanties Financières.....	10
7 - Avance	10
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	10
7.2 - Garanties financières de l'avance	10
8 - Modalités de règlement des comptes.....	10
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	10
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	10
8.3 - Délai global de paiement	11
8.4 - Paiement des cotraitants.....	11
8.5 - Paiement des sous-traitants	12
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	12
10 - Développement durable.....	13
11 - Constatation de l'exécution des prestations	13
11.1 - Vérifications	13
11.2 - Décision après vérification	14
12 - Garantie des prestations	16
13 - Pénalités de retard	16
14 - Assurances	17
15 - Clauses complémentaires.....	17
15.1 - Clause de réexamen	17
15.2 - Evolution technologique et réglementaire	18
15.3 - Evolution de gammes et services associés.....	18
15.4 - Evolution du parc	18
15.5 - Bilan semestriel des prestations réalisées.....	18
16 - Résiliation du contrat	19
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	19
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	19
17 - Règlement des litiges et langues	19
18 - Obligations d'égalité, de laïcité et de neutralité.....	19
19 - Clauses techniques particulières.....	20
19.1 : Maintenance préventive sur site	20
(Pour les lots 1, 2, 3 et 14).....	20
19.2 : Maintenance corrective à l'attachement	21
19.3 : Fourniture de pièces détachées et accessoires.....	22

19.4 : Prestations supplémentaires éventuelles facultatives 1 et 2 : Formation techniciens biomédicaux de niveaux 2, 3 et 4 (pour les lots 1, 2)	22
19.5 Prestations supplémentaires éventuelles facultatives 3 : Déménagement de fauteuils entre deux sites du CHU de Bordeaux (démontage, transport, remontage, révision) (lot 2)	23
19.6 Synthèse	23
19.7 : Modalités communes à toutes les prestations de maintenance	24
19.7.1 : Consignes à respecter.....	24
19.7.2 : Rapport d'intervention.....	24
19.8 Télémaintenance	25
19.9 Assistance téléphonique	25
20 - Dérogations	25

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

MAINTENANCES PREVENTIVE ET CORRECTIVE, FOURNITURE DE PIECES DETACHEES ET D'ACCESSOIRES D'EQUIPEMENTS D'ODONTOLOGIE AU PROFIT DU GHT ALLIANCE GIRONDE

L'accord-cadre s'exécute au profit du Groupement Hospitalier de Territoire Alliance Gironde dont les établissements : CHU de Bordeaux, CH de Libourne, CH de Cadillac et CH Charles Perrens.

L'Etablissement support du GHT Alliance Gironde est le Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux, représenté par M. le Directeur. Il a en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque, Etablissement partie, doit suivre l'exécution de l'accord-cadre.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Les lieux d'exécution des établissements membres du Groupement Hospitalier de Territoire Alliance Gironde sont listés en annexe 1 du CCP - "Liste des Établissements concernés du GHT Alliance Gironde".

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 14 lots

Lot(s)	Désignation
1	Maintenances préventive et corrective de fauteuils dentaires et fourniture de pièces détachées et accessoires de marque PLANMECA
2	Maintenances préventive et corrective, déménagement et révision de fauteuils, cart dentaire, éclairage, aspiration et fourniture de pièces détachées et accessoires de marque ADEC et STERN WEBER
3	Maintenances préventive et corrective et fourniture de pièces détachées et accessoires de marque AIREL QUETIN
4	Maintenance corrective d'instruments rotatifs et turbines multimarques
5	Maintenance corrective et Fourniture de pièces détachées et accessoires d'appareil de radiologie retro alvéolaire X-Mind de marque Satelec
6	Maintenance corrective et Fourniture de pièces détachées d'appareil et accessoires de radiologie retro alvéolaire de marque CARESTREAM
7	Maintenance corrective et Fourniture de pièces détachées de lecteur de plaque numérique dentaire de marque DURR DENTAL
8	Maintenance corrective et Fourniture de pièces détachées de détartreurs et bistouris de marque SATELEC
9	Maintenance corrective et fourniture de pièces détachées et accessoires de caméras optiques de marque DENTSPLY SIRONA
10	Maintenance corrective et fourniture de pièces détachées et accessoires de caméras optiques de marque 3 Shape
11	Maintenance corrective et fourniture de pièces détachées et accessoires de caméras optiques de marque MEDIT
12	Maintenance corrective et fourniture de pièces détachées de mélangeurs de matériaux d'empreintes de marque 3M
13	Maintenance corrective et fourniture de pièces détachées et accessoires d'équipements de laboratoire de prothèses dentaires de marques diverses

14	Maintenances préventive et corrective et fourniture de pièces détachées et accessoires de systèmes de désinfection de pièces à main de marque DENTSPLY SIRONA
----	---

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur de chaque établissement peuvent être honorés par le ou les titulaires.

L'envoi du bon de commande se fera soit par mail, soit par EDI (Echange de données informatisées). Le titulaire devra accuser réception des bons de commande par tous les moyens écrits.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

L'acte d'engagement (AE) et ses annexes

- Annexe 1 à AE : désignation des co-traitants et répartitions des prestations
- Annexe 2 à AE : Liste des comptables assignataires - trésoriers
- Annexe 3 à AE : Montants maxi par lot et par Etablissement

Le bordereau de prix (BP)

Le cahier des clauses particulières (CCP)

- Annexe 1 au CCP : liste des établissements du GHT Alliance de Gironde
- Annexe 2 au CCP : Fiche logistique des établissements du GHT Alliance de Gironde

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

Le mémoire technique comprenant :

- Le questionnaire technique
- Le catalogue des pièces détachées courantes et spécifiques au format Excel (pour tous les lots sauf le lot n° 4)
- Le catalogue des accessoires en format Excel (uniquement pour les lots n° 1, 2, 3, 5, 6, 9, 10, 11, 13 et 14)
- Le catalogue des selleries et des couleurs de selleries (uniquement pour les lots n° 1, 2 et 3)
- Exemple de rapports d'intervention
- Le protocole de la maintenance préventive pour les lots 1, 2, 3 et 14.
- Le support de formation utilisateurs et techniciens pour la maintenance (uniquement pour les lots 1 et 2)

Le registre des questions-réponses de la consultation

Les actes de sous-traitances

Stipulations relatives à l'application des conditions générales de vente

Les modalités propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement et/ou le bordereau de prix unitaires, notamment les conditions générales de vente, et contradictoires avec les documents contractuels ne s'appliqueront pas au présent marché public.

3 - Respect de la réglementation européenne en vigueur

Le candidat est tenu de respecter toutes les spécifications techniques contenues dans les lois, décrets, arrêtés, règlements et circulaires, règlements administratifs, normes homologuées, en vigueur au moment de la signature de l'accord-cadre et tout au long de son exécution.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de 12 mois à compter de sa date de notification (la date de notification est la date anniversaire de l'accord-cadre).

4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

4.3 - Délais d'exécution

L'exécution de l'accord-cadre début à compter de la notification du premier bon de commande.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations du questionnaire technique.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires et forfaitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

PRESTATIONS A PRIX FORFAITAIRES :

MAINTENANCE PREVENTIVE SUR SITE

Les prix de la maintenance préventive sur site comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au présente CCP et notamment :

- le conditionnement, l'emballage et la manutention,
- l'assurance,
- le stockage,
- la main d'œuvre,
- la garantie,

- les frais de déplacement,
- les pièces détachées, les accessoires,
- les frais de port des pièces détachées,
- l'accès à la hotline,
- la formation techniciens biomédicaux,
- les opérations de vérifications,
- les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

PRESTATIONS A PRIX UNITAIRES :

MAINTENANCE CORRECTIVE SUR SITE, FOURNITURE DE PIECES DETACHEES ET ACCESSOIRES

Les prix de la maintenance corrective et de la fourniture de pièces détachées et accessoires sur site comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au présente CCP et notamment :

- le conditionnement, l'emballage et la manutention,
- l'assurance,
- le stockage,
- les opérations de vérifications,
- les garanties,
- la main d'œuvre,
- les pièces détachées, les accessoires,
- les frais de port des pièces détachées et accessoires,
- les frais de déplacement,
- l'accès à la hotline,
- la formation techniciens biomédicaux,
- les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

MAINTENANCE CORRECTIVE EN ATELIER SAV

Les prix de la **maintenance corrective en atelier SAV** comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au présent CCP et notamment :

- le conditionnement, l'emballage et la manutention,
- l'assurance,
- le stockage,
- les opérations de vérifications,
- la garantie,
- la main d'œuvre,
- les pièces détachées,
- les frais de port d'envoi de l'équipement concerné,
- les frais de port de retour de l'équipement concerné,
- les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Fournitures achetées hors bordereau de prix unitaires et bénéficiant d'une remise sur catalogue

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander des références non inscrites sur le bordereau de prix unitaires et correspondant à l'objet de l'accord-cadre. Le montant total des achats effectués sur catalogue ne pourra en aucun cas dépasser 10% du montant total du marché. Le pourcentage de remise minimum applicable au tarif public est indiqué sur le bordereau de prix unitaires.

Le contenu des prix stipulé à l'article 5-1 du présent document concerne également les fournitures achetées hors bordereau de prix unitaires et bénéficiant d'une remise sur catalogue.

Remises et offres promotionnelles

Le taux de remise inscrit dans le bordereau de prix unitaires et le taux de remise sur catalogue sont des taux planchers. Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire peut, le cas échéant et à son initiative, octroyer des remises supérieures, exprimées en prix et/ou en pourcentage.

Notamment, il peut faire bénéficier au CHU de Bordeaux, d'offres promotionnelles exprimées en prix et/ou en pourcentage qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle. Dans ce cas, le titulaire s'engage à les communiquer au pouvoir adjudicateur ainsi que les dates de début et de fin d'application. Ces prix promotionnels se substituent alors automatiquement aux prix contractuels pendant les périodes définies.

En l'absence de pourcentage de remise dans l'offre du titulaire, le taux de remise équivalent à zéro.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

PRESTATIONS DE MAINTENANCES PREVENTIVE ET CORRECTIVE DE L'ACCORD-CADRE :

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs au pouvoir adjudicateur avec un préavis de 2 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

Toute révision doit, pour être valable, être accompagnée des pièces justificatives :

Le courrier de demande de révision tarifaire sera accompagné d'un bordereau de prix (BP) révisés, au format informatique exploitable.

À défaut, la demande est réputée non recevable et les prix antérieurs demeurent applicables.

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre, par application aux prix en cours d'application, d'un coefficient Cn calculé selon la formule :

$$Cn = 20.0\% + 80.0\% [(0.75 \text{ ICHT-IME } (n) / \text{ ICHT-IME } (o)) + (0.25 \text{ FSD1 } (n) / \text{ FSD1 } (o))]$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Code	Libellé
ICHT-IME	Industries mécaniques et électriques
FSD1	(Indice de remplacement du PSDA)

FOURNITURE DE PIECES DETACHEES, D'ACCESSOIRES ET DE SELLERIES :

Les prix sont ajustables annuellement à la date anniversaire du contrat.

La référence utilisée est le tarif public des pièces détachées, d'accessoires et de selleries des équipements objets de l'accord-cadre, **accompagné d'une note justifiant de l'évolution.**

Cette révision n'affecte pas les prix des prestations déjà engagées dans le cadre de commandes en cours d'exécution.

CLAUSE DE SAUVEGARDE :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2 % par période d'ajustement.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 10,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Les bons de commande relatifs aux maintenances préventive et corrective feront l'objet de règlements partiels définitifs à terme échu.

Les bons de commande relatifs à la fourniture de pièces détachées, des accessoires et selleries feront l'objet de règlements partiels définitifs à terme échu à compter de l'admission des pièces détachées, des accessoires et selleries des équipements.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- N° SIRET CHU DE BORDEAUX : 26330582300019
- N° SIRET CH LIBOURNE: 26330565800019
- N° SIRET CH CADILLAC : 263 305 856 00019
- N° SIRET CH CHARLES PERRENS : 263 305 849 00014

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse d'exécution :

L'adresse de livraison et d'exécution sera celle indiquée sur les bons de commande de chaque établissement concerné.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Frais de transport :

Les fournitures sont livrées à destination franco de port et d'emballage.

Aucun minimum de commande ne sera accepté par les établissements concernés.

Toute dérogation à cette règle doit faire l'objet d'un accord préalable du responsable des achats.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Mode de livraison :

La livraison devra être accompagnée, dans ou sur chaque colis, d'un bordereau de livraison indiquant :

- l'identification du fournisseur titulaire,
- la référence de la commande (n° et date du bon de commande et de l'accord-cadre),
- la désignation des produits livrés, leurs caractéristiques, leurs numéros de lot ou de série, et leur origine,
- la quantité livrée,
- la date de la livraison.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire de l'accord-cadre et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

Le titulaire est tenu de réaliser les livraisons avec des véhicules pouvant manœuvrer dans les établissements. Il demeure responsable de tout dommage commis par ses agents représentants et pouvant affecter les personnes (agents des établissements, usagers, visiteurs) et les biens à l'occasion de la livraison des produits.

Pour les fournitures justifiant l'utilisation de palettes, le mode de conditionnement doit être le suivant :

- Fournitures livrées filmées sur palettes type standard européen 1200 x 800 - hauteur maximum 1,60m
- Le bon de livraison du titulaire visible sur la palette.

La gestion des palettes consignées se fait selon le mode suivant : une palette livrée pour une palette en retour.

Droit d'utilisation :

Dans le cas où le titulaire du marché ne serait pas le fabricant/distributeur du matériel concerné par les prestations de maintenance, celui-ci devra néanmoins, être en mesure de réaliser entièrement ces prestations demandées par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander la preuve de la détention des droits d'utilisation au titulaire du marché (formation, documentation technique, outillage).

A défaut, le titulaire devra faire intervenir la société qualifiée pour réaliser la prestation, à ses frais et ce, dans les délais contractuellement fixés dans le présent CCP.

Rupture de livraison :

Dans le cas où la fourniture ferait l'objet d'une rupture de stock, le titulaire informera obligatoirement le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné, sous un délai de vingt-quatre (24) heures maximums, aux adresses suivantes :

CHU de Bordeaux : commandes.biomedical@chu-bordeaux.fr

CH de Libourne : achatght.libourne@ch-libourne.fr

CH de Cadillac : cellule.marches@ch-cadillac.fr

CH de C. Perrens : achatght.perrens@ch-perrens.fr

Le titulaire devra indiquer la durée, les motifs de la rupture et proposer, si besoin, une alternative éventuelle. La modification permanente fera l'objet d'un courrier du titulaire.

En cas de rupture temporaire, la facture indiquera clairement la référence du produit habituellement commandé et la référence du produit de remplacement avec la mention « produit de substitution temporaire ».

10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental.

En matière de développement durable, le titulaire est tenu par les engagements qu'il renseigne dans le questionnaire technique remis au titre de son offre.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

MAINTENANCES, FOURNITURE DES PIECES DETACHEES, D'ACCESSOIRES ET DE SELLERIE

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Opérations de vérifications

Nature des opérations :

Les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre sont soumis à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'ils répondent aux stipulations de l'accord-cadre et/ou du bon de commande.

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur le bon de commande.

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures livrées ou des prestations exécutées avec les spécifications de l'accord-cadre et/ou du bon de commande.

Frais de vérifications :

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du pouvoir adjudicateur de chaque établissement.

Par dérogation à l'article 27.2.2 du CCAG/FCS, la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications est :

- concernant la maintenance : la date de remise du rapport d'intervention
- concernant la fourniture des pièces détachées, accessoires et sellerie : la date de livraison.

Présence du titulaire :

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS le pouvoir adjudicateur de chaque établissement n'avise pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. L'absence du titulaire, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement des opérations de vérification.

Déroulement des opérations de vérifications :

Les opérations de vérification sont exécutées par le pouvoir adjudicateur de chaque établissement dans les conditions prévues ci-après :

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/FCS, l'acheteur donnera sa décision d'admission dans un délai d'un mois. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures et services est réputée acquise.

Pour les vérifications qui sont effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur de chaque établissement ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date de remise du rapport d'intervention pour la maintenance et la date de livraison pour la fourniture des pièces détachées, des accessoires et sellerie du pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné.

Dans le cas d'un accord-cadre comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes. Le point de départ du délai est la date de signature du bon de livraison.

Les vérifications seront effectuées par le pouvoir adjudicateur de chaque établissement.

11.2 - Décision après vérification

MAINTENANCES, FOURNITURE DES PIÈCES DÉTACHÉES, D'ACCESSOIRES ET DE SELLERIE

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

Décisions après vérifications

Vérifications quantitatives :

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie n'est pas conforme aux stipulations de l'accord-cadre et/ou du bon de commande, le pouvoir adjudicateur de chaque établissement peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

Vérifications qualitatives :

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le pouvoir adjudicateur de chaque établissement prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Contenu des décisions :

Admission

Le pouvoir adjudicateur de chaque établissement prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre et/ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/FCS, l'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de 1 mois à compter de la date de remise du rapport d'intervention pour la maintenance et de la livraison pour les pièces détachées, accessoires et selleries au pouvoir adjudicateur.

Ajournement

1. Le pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné, les prestations mises au point, dans un délai de quinze (15) jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix (10) jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de quinze (15) jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionnés.

Le silence du pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné au-delà de ce délai de quinze (15) jours vaut décision de rejet des prestations.

2. Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

3. Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par le pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné, aux frais du titulaire. Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

Rejet

1. Lorsque le pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

2. En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par l'accord-cadre.

3. Par dérogation à l'article 30.4.3 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné, aux frais du titulaire. Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Transfert de propriété

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

12 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet des garanties suivantes, dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission :

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, les durées de garanties de la maintenance corrective et de la fourniture des pièces détachées, des accessoires et selleries sont celles indiquées par le titulaire dans le questionnaire technique.

Les fournitures sont garanties contre tout vice de fabrication ou défaut de matière, c'est-à-dire inapparents à l'instant de la livraison, à compter du jour de la réception pendant la durée de vie minimale du dispositif.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'engage en cas de défaillance du dispositif à procéder à un échange standard à ses frais.

Toute fourniture qui présenterait une défectuosité dans un lot devra faire l'objet d'un remplacement immédiat et gratuit.

Cette garantie couvre également les frais de conditionnement, d'emballage et de transport des fournitures de remplacement.

13 - Pénalités de retard

Les délais maximums indiqués par le titulaire dans le questionnaire technique seront ceux utilisés pour le calcul des pénalités.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
MAINTENANCE PREVENTIVE : Dépassement du délai maximum ou non remise du rapport d'intervention	Journalière	20,00 €	$P = 20 \text{ €} + [(V \times R) / 100]$ Dans laquelle : 20 euros HT = Le montant forfaitaire applicable de fait pour tout retard constaté.
MAINTENANCE CORRECTIF A L'ATTACHEMENT : Dépassement du délai maximum de remise en ordre de marche suite à une <u>panne bloquante</u> à réception de la demande	Journalière	100,00 €	$P = 100 + [(V \times R) / 100]$ Dans laquelle : 100 euros HT = Le montant forfaitaire applicable de fait pour tout retard constaté.
Dépassement du délai maximum de remise en ordre de marche suite à une <u>panne non bloquante</u> à réception de la demande	Journalière	50,00 €	$P = 50 + [(V \times R) / 100]$ Dans laquelle : 50 euros HT = Le montant forfaitaire applicable de fait pour tout retard constaté.
Dépassement du délai maximum ou non remise du rapport d'intervention	Journalière	20,00 €	$P = 20 + [(V \times R) / 100]$ Dans laquelle : 20 euros HT = Le montant forfaitaire applicable de fait pour tout retard constaté.

FOURNITURE DES PIÈCES DÉTACHÉES, ACCESSOIRES ET SELLERIES : Dépassement du délai maximum de livraison des pièces détachées (courantes et spécifiques) des accessoires et selleries à réception d'un bon de commande	Journalière	50,00 €	$P = 50 + [(V \times R) / 100]$ Dans laquelle : 50 euros HT = Le montant forfaitaire applicable de fait pour tout retard constaté.
---	-------------	---------	--

P = Le montant de la pénalité

V = La valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = Le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

15 - Clauses complémentaires

15.1 - Clause de réexamen

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Conformément aux dispositions des articles L2194-1 et R2194-1 du code de la commande publique, la cession complète du marché public est possible sous réserve de l'accord express du pouvoir adjudicateur de l'établissement support.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession est subordonnée à l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur de l'établissement support qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- les justificatifs prouvant que le cessionnaire a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- un numéro d'identification SIREN ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Le pouvoir adjudicateur de l'établissement support se prononcera sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une

demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans le cas où la commercialisation des fournitures objet du marché serait transférée à un autre opérateur, le marché pourra être cédé et un avenant de transfert sera réalisé par le pouvoir adjudicateur sous réserve que le repreneur soit en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales et que celui-ci requiert les capacités professionnelles et techniques suffisantes pour l'exécution des prestations. Les conditions initiales de mise en concurrence ne doivent pas être remises en cause du fait de ce transfert.

Dans tous les cas, le titulaire respectera ses engagements contractuels.

15.2 - Evolution technologique et réglementaire

En cas d'**évolution technologique**, de changement de technique ou de **modification de la réglementation**, le titulaire peut proposer de compléter, modifier ou remplacer les matériels/accessoires initialement prévues dans le marché public par des matériels/accessoires équivalents jugés plus performants ou plus adaptés aux besoins des bénéficiaires en lien avec l'objet du marché.

Le prix du produit de substitution ne pourra être supérieur au prix initial mentionné dans le marché public en application du présent CCP.

Toute dérogation à cette règle doit faire l'objet d'un accord préalable du pouvoir adjudicateur de l'établissement support.

15.3 - Evolution de gammes et services associés

En cours d'exécution de l'accord-cadre le titulaire peut proposer la commercialisation d'une référence qui correspond mieux à l'utilisation.

Dans ce cas, l'opérateur économique est tenu de produire à l'établissement support un courrier stipulant :

- que cette nouvelle référence s'ajoute à l'ancienne,
- et que le prix fixé au marché est maintenu ou diminué.

Toute dérogation à cette règle doit faire l'objet d'un accord préalable du pouvoir adjudicateur de l'établissement support.

15.4 - Evolution du parc

Dans l'hypothèse où un équipement d'odontologie qui aurait été acquis en cours d'exécution de l'accord-cadre, venait à voir sa garantie expirer alors que l'accord-cadre est encore en cours d'exécution, les parties se réuniront afin de procéder à l'ajout de cet équipement dans le périmètre de l'accord-cadre et de définir les conditions de mise en œuvre de cet ajout, notamment financières.

Il ne pourra s'agir que d'équipements de marque identique à ceux compris dans un des lots de l'accord-cadre et qui auront été acquis par un des établissements du GHT Alliance de Gironde identifié comme étant partie à l'accord-cadre.

Cet accord fera l'objet d'un avenant.

15.5 - Bilan semestriel des prestations réalisées

Le titulaire s'engage à transmettre au coordonnateur deux reporting par an, afin d'effectuer un suivi de l'activité du titulaire en termes de volumétrie et en terme financier. Les dates de reporting demandées sont le 31 juillet pour les données du 1er janvier au 30 Juin (Semestre1) et le 31 janvier (N+1) pour les données du 1er Juillet au 31 décembre (semestre2).

Ces exigences s'imposent pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, quelle que soit la date de début et la date de fin de l'accord-cadre, dès lors que sa période d'exécution couvre en partie un semestre. Le reporting doit permettre de renseigner les données obligatoires suivantes :

- Numéro de marché
- Les données réalisées de tous les établissements bénéficiaires du marché,
- Date de début et date de fin de période de reporting (exemple 01/01/2026 - 30/06/2026 : pour des données agrégées au semestre) pour caractériser la période concernée par la ligne de donnée.
- Quantité de produits et/ou services facturée
- Montant facturé en euros HT et TTC

Mode opératoire :

Le fichier devra être nommé selon la règle suivante : Nom du fournisseur_N° du marché_S12026 (pour 1er semestre 2026).

Le format fichier sera CSV ou Excel et envoyé par mail à l'adresse : bilan.statistiques.2B@chu-bordeaux.fr

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation de l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas de non-respect des clauses contractuelles, indépendamment des pénalités de retard prévues ci-dessus, et après mise en demeure par lettre recommandée avec A.R. restée sans effet dans le délai fixé, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché public sans indemnités, après avoir invité le titulaire à présenter des observations dans un délai de 15 jours.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

18 - Obligations d'égalité, de laïcité et de neutralité

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers. L'acheteur/l'autorité concédante est informé(e), à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

19 - Clauses techniques particulières

19.1 : Maintenance préventive sur site (Pour les lots 1, 2, 3 et 14)

La maintenance préventive fera l'objet de campagne avec l'émission d'un bon de commande. La maintenance préventive comprend les prestations destinées à réduire le nombre de pannes des équipements et à prolonger leur durée d'utilisation. Elle a pour but de déceler les problèmes potentiels avant qu'ils ne provoquent des défaillances, donc d'accroître la disponibilité du matériel.

Le titulaire s'engagera à réaliser toutes les opérations de maintenance préventive et à fournir toutes les pièces détachées et accessoires nécessaires (si la procédure en comprend) pour assurer le bon fonctionnement et la disponibilité des appareils couverts par le marché.

Contenu de la prestation :

La maintenance préventive aura lieu une fois par an au minimum, selon la modalité et les recommandations du constructeur. Toutes les visites de maintenance préventive devront faire l'objet d'un bilan annuel transmis aux services biomédicaux concernés.

Planification d'une maintenance préventive sur sites :

A la réception du bon de commande, le titulaire prendra contact avec le service d'ingénierie biomédicale pour établir un planning prévisionnel de maintenance qui sera fixé **en accord avec les utilisateurs**.

Ce planning sera de préférence à caler selon les dates de fermetures des services de médecine buccodentaire qui seront transmises chaque année par le service d'ingénierie.

La maintenance préventive couvrira les opérations d'entretien, de contrôles, de réglages, et de mise à niveau si nécessaire (logiciel inclus) ainsi que le remplacement des pièces détachées préconisées par le constructeur. Elle a pour but de déceler les problèmes potentiels avant qu'ils ne provoquent des défaillances, et donc d'accroître la disponibilité du matériel.

Contenu de la prestation :

- Hotline avec prise en main à distance si disponible,
- Main-d'œuvre,
- Pièces détachées et accessoires inclus dans la maintenance,
- Déplacement,
- Nettoyage complet de l'appareil,
- Vérification du bon fonctionnement et du bon état de chacun des organes ou composants constituant l'appareil,

- Réglage et calibrage de l'appareil afin de vérifier et contrôler le bon fonctionnement, la précision, la fiabilité et la sécurité de l'équipement,
- Emission d'un rapport de qualification.

Le titulaire confirmera au service concerné par retour de mail, la date d'intervention.

Lors de la mise en place d'une maintenance préventive, le titulaire indiquera au service utilisateur les durées d'immobilisation des matériels pour la réalisation de la maintenance préventive. Le titulaire planifiera et organisera cette maintenance en tenant compte des contraintes d'utilisation de l'équipement concerné.

Si l'une des deux parties désire déplacer une visite, elle en informe l'autre au moins 3 semaines avant la date prévue. Les maintenances préventives pourront également être effectuées lors d'une maintenance corrective en accord avec les parties.

19.2 : Maintenance corrective à l'attachement

Les interventions de maintenance corrective ont pour objet la remise en état de fonctionnement des équipements à la suite d'une défaillance. Il s'agit de l'ensemble des activités réalisées après la défaillance de l'équipement, ou la dégradation de sa fonction, pour lui permettre d'accomplir une fonction requise au moins provisoirement. Toute intervention de maintenance corrective est poursuivie jusqu'à la mise en œuvre des opérations de maintenance palliative à minima.

Elle comprend :

- le diagnostic de la défaillance (détection, localisation, analyse) ;
- la remise en état avec ou sans modification ;
- le contrôle du bon fonctionnement (étalonnage si nécessaire).

La maintenance corrective est scindée en deux parties, elle comprend :

- **La maintenance palliative**, qui a pour objet les activités de maintenance corrective destinées à permettre à un bien d'accomplir provisoirement tout ou partie d'une fonction requise ;

- **La maintenance curative**, qui a pour objet les activités de maintenance corrective destinées à rétablir un bien dans un état spécifié ou de lui permettre d'accomplir une fonction requise. Le résultat des activités réalisées doit présenter un caractère permanent.

Le titulaire informera au préalable le service biomédical et le service utilisateur de sa venue.

19.2.1 Maintenance corrective à l'attachement sur site

Elle concerne les lots 1, 2, 3, 5, 6, 9, 10, 11, 13 et 14. La prestation aura lieu directement dans le service ou à l'atelier biomédical à la survenance du besoin, l'établissement concerné contactera le titulaire de l'accord-cadre.

Le titulaire devra effectuer les prestations sur site dans les délais précisés dans le questionnaire technique.

19.2.2 - Maintenance corrective à l'attachement en atelier

Elle concerne les lots 4, 7, 8, 12 et 13. La prestation aura lieu dans les locaux du titulaire.

19.2.3 - Remise en ordre de marche

Panne bloquante : le système est entièrement indisponible.

Le délai maximum de remise en ordre de marche pour une panne bloquante à réception d'un bon de commande par le titulaire, sera celui précisé par le titulaire dans le questionnaire technique, pour chacun des lots.

Panne non bloquante : le système est défaillant en partie mais permettant une utilisation partielle de l'outil des fonctionnalités de base.

Le délai maximum de remise en ordre de marche pour une panne bloquante à réception d'un bon de commande par le titulaire, sera celui précisé par le titulaire dans le questionnaire technique, pour chacun des lots.

Le délai maximum de remise en ordre de marche pour une panne bloquante à réception d'un bon de commande par le titulaire, sera celui précisé par le titulaire dans le questionnaire technique, pour chacun des lots.

19.3 : Fourniture de pièces détachées et accessoires

Les pièces détachées et accessoires proposées et fournies par le titulaire seront soit d'origine, soit génériques. Les pièces génériques permettront de conserver les performances initiales des équipements concernés.

Les prix de tous les produits proposés seront franco d'emballage.
Aucun minimum de commande ne sera accepté.

Délai de livraison :

Le délai maximum de livraison des pièces détachées et accessoires à réception d'un bon de commande par le titulaire, sera celui précisé par le titulaire dans le questionnaire technique, pour chacun des lots.

Pièces détachées courantes et pièces détachées spécifiques (lots 1, 2 et 3) :

Les pièces détachées courantes :

- Pièces génériques, standardisées, disponibles ou sans exigence de conception propre au fabricant
- Peut-être non exclusifs à un modèle d'équipement particulier,
- Avec un délai d'approvisionnement court.

Les pièces détachées spécifiques :

- Conçues spécifiquement pour un dispositif médical, une gamme ou un modèle déterminé,
- Disponibles auprès du fabricant ou de distributeurs agréés, susceptibles d'être soumises à des délais d'approvisionnement plus longs.

19.4 : Prestations supplémentaires éventuelles facultatives 1 et 2 : Formation techniciens biomédicaux de niveaux 2, 3 et 4 (pour les lots 1, 2) :

Les PSEF demandées par le pouvoir adjudicateur concerneront uniquement le CHU de Bordeaux pour les maintenances préventives et correctives.

Les PSEF1 et PSEF3 - formation 1 de niveaux 2 et 3

Les niveaux de maintenance selon la norme AFNOR FD X60-000 sont les suivants :

- Niveau 1 (non concerné par la présente PSEF)
Actions simples nécessaires à l'exploitation et réalisées sur des éléments facilement accessibles en toute sécurité à l'aide d'équipements de soutien intégrés au bien. Ce type d'opération peut être effectué par l'utilisateur du bien avec, le cas échéant, les équipements de soutien intégrés au bien et à l'aide des instructions d'utilisation.
- Niveau 2
Actions qui nécessitent des procédures simples et/ou des équipements de soutien (intégrés au bien ou extérieurs) d'utilisation ou de mise en œuvre simple. Ce type d'actions de maintenance est effectué par un personnel qualifié avec les procédures détaillées et les équipements de soutien définis dans les instructions de maintenance. Un personnel est qualifié lorsqu'il a reçu une formation lui permettant de travailler en sécurité sur un bien présentant certains risques potentiels, et est reconnu apte pour l'exécution des travaux qui lui sont confiés, compte tenu de ses connaissances et de ses aptitudes.

- Niveau 3
Opérations qui nécessitent des procédures complexes et/ou des équipements de soutien portatifs, d'utilisation ou de mise en œuvre complexes. Ce type d'opération de maintenance peut être effectué par un technicien qualifié, à l'aide de procédures détaillées et des équipements de soutien prévus dans les instructions de maintenance.

Les PSEF2 et PSEF4 - formation 2 de niveaux 4

- Niveau 4
Opérations dont les procédures impliquent la maîtrise d'une technique ou technologie particulière et/ou la mise en œuvre d'équipements de soutien spécialisés. Ce type d'opération de maintenance est effectué par un technicien ou une équipe spécialisée à l'aide de toutes instructions de maintenance générales ou particulières.
- Niveau 5 (non concerné par la présente PSEF)
Opérations dont les procédures impliquent un savoir-faire, faisant appel à des techniques ou technologies particulières, des processus et/ou des équipements de soutien industriels. Par définition, ce type d'opérations de maintenance (rénovation, reconstruction...) est effectué par le constructeur ou par un service ou société spécialisée avec des équipements de soutien définis par le constructeur et donc proches de la fabrication du bien concerné.

19.5 Prestations supplémentaires éventuelles facultatives 3 : Déménagement de fauteuils entre deux sites du CHU de Bordeaux (démontage, transport, remontage, révision) (lot 2) :

Il est demandé une prestation complète intégrant :

- Démontage sur le site de départ (CH Pellegrin, Saint-André, GH Sud)
- Transport du site départ vers le nouveau bâtiment d'odontologie sur le site de Xavier Arnozan
- Remontage
- Révision et remise en ordre de marche

Le titulaire devra gérer l'ensemble des aspects logistiques (protection des équipements, manutentions, moyens de transports, ...).

Les dates d'interventions seront établies en lien avec les services utilisateurs.

A l'issue de la prestation un rapport de bon fonctionnement sera remis au service biomédical.

19.6 Synthèse

N° lot	Objet	Maintenance Préventive sur site	Maintenance Corrective en atelier	Maintenance Corrective sur site	Fourniture pièces	Fourniture accessoires	Fourniture selleries
1	Fauteuils PLANMECA	X		X	X	X	X
2	Fauteuils ADEC/ STERN WEBER	X		X	X	X	X
3	Fauteuils AIREL QUETIN	X		X	X	X	X
4	Instruments rotatifs et turbines MULTIMARQUES		X				
5	Appareil de radiologie retro alvéolaire X-Mind de marque SATELEC			X	X	X	
6	Appareil de radiologie retro alvéolaire X-Mind			X	X	X	

	de marque CARESTREAM						
7	Lecteurs de plaque numérique dentaire de marque DURR DENTAL		X		X		
8	Détartreurs et bistouris de marque SATELEC		X		X		
9	Caméras optiques de marque DENTSPLY SIRONA			X	X	X	
10	Caméras optiques de marque 3SHAPE			X	X	X	
11	Caméras optiques de marque MEDIT			X	X	X	
12	Mélangeur d'empreinte de marque 3M		X		X		
13	Equipements de laboratoire de prothèses dentaires MULTIMARQUES		X	X	X	X	
14	Systèmes de désinfection de pièces à main de marque DENTSPLY SIRONA	X		X	X	X	

19.7 : Modalités communes à toutes les prestations de maintenance

19.7.1 Consignes à respecter

Le titulaire qui réalisera la maintenance devra :

- respecter les consignes générales de sécurité et d'entretien, préconisées par le constructeur.
- réaliser un contrôle des performances, pour s'assurer de la conformité de l'équipement aux spécifications du fabricant, après maintenance.

L'équipement ne pourra être remis en fonctionnement dans le service qu'avec l'assurance de son fonctionnement intégral et après accord préalable du service biomédical de l'établissement concerné.

Lors de son intervention, le titulaire devra respecter les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'établissement concerné.

19.7.2 Rapport d'intervention

Toute opération de maintenance donnera lieu à l'élaboration par le titulaire d'un rapport d'intervention qui attestera que les opérations prévues dans le présent accord-cadre ont bien été effectuées et que l'équipement est désormais totalement fonctionnel. Ce rapport devra être transmis au service biomédical du site de l'établissement concerné :

CHU de Bordeaux : chubx-biomedical@chu-bordeaux.fr

CH de Libourne : atelier.biomed@ch-libourne.fr

CH de Cadillac : cellule.marches@ch-cadillac.fr

CH de C. Perrens : achatght.perrens@ch-perrens.fr

Le délai de remise du rapport d'intervention applicable au présent accord-cadre sera celui précisé par le titulaire dans le questionnaire technique si celui-ci est inférieur au délai précité.

Sur ce rapport figurera, pour chaque équipement :

- l'identité de la personne ayant réalisé la maintenance
- la liste des matériels vérifiés et leurs numéros de série ou de configuration
- la date et les heures de début et de fin de la maintenance
- la nature des opérations effectuées
- la liste des pièces remplacées
- le résultat des contrôles des performances réalisés

Il comportera s'il y a lieu des observations telles que :

- anomalies constatées
- usure de certaines pièces

19.8 Télémaintenance

Elle permet au mainteneur d'avoir accès à distance à l'informatique de pilotage ou de contrôle de l'équipement. Selon les configurations, la télémaintenance peut permettre de réaliser de l'assistance, du diagnostic, un complément de formation des utilisateurs et éventuellement de la maintenance corrective. Les opérations de télémaintenance doivent respecter les règles portant sur le secret professionnel (article 226.13 du nouveau Code pénal) et satisfaire à l'obligation de sécurité prévue à l'article 29 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

19.9 Assistance téléphonique / hotline

Il s'agit d'un service que peut proposer un mainteneur qui permet à un utilisateur de demander par téléphone à un interlocuteur qualifié une marche à suivre pour utiliser l'équipement, faire un diagnostic de panne voire obtenir une conduite à tenir pour y remédier ou encore donner un conseil sur les paramètres à utiliser dans des situations inhabituelles. Lorsqu'elle est proposée, elle peut être le point d'entrée unique pour tout signalement de dysfonctionnement.

20 - Dérogations

- L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 27.2.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 27.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 28.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.2 du CCP déroge à l'article 30.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.2 du CCP déroge à l'article 30.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12 du CCP déroge à l'article 33 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services